



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 19 octobre 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
199^e année
19 octobre 2023
n° 35 / 8012^e
pages 1793 à 1848



CHRONIQUE / Droit et liberté fondamentaux

Le débat sur les *abayas* et les *qamis*
Les fondements constitutionnels de la loi du 15 mars 2004
(à propos de CE, réf., 7 sept. 2023)

> Bernard Beignier

1805

ÉDITORIAL

1793 Être ou ne pas être islamo-gauchiste, Didier Guével

ACTUALITÉS

- 1796 Usage professionnel (portée): relations avec des personnes extérieures
- 1797 Société à responsabilité limitée (assemblée): défaut de qualité d'associé
- 1797 Société anonyme (responsabilité): domaine de l'action sociale *ut singuli*
- 1798 Fonds commun de placement: action sociale *ut singuli* de la société de gestion
- 1799 Assurance (clause d'exclusion): inapplicabilité du régime de la cause

POINT DE VUE

1803 Avis de gros temps sur l'indemnisation des victimes d'accident du travail, Stéphanie Porchy-Simon

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1812 Panorama: Droit du commerce international, Louis d'Avout, Sylvain Bollée, Étienne Farnoux et Augustin Gridel
- 1828 Notes: Compétence quasi universelle : après l'enterrement, voici la résurrection, note sous Ass. plén., 12 mai 2023 (2 arrêts), Ghislain Poissonnier
- 1833 L'affaire EncroChat, note sous Cons. const. 8 avr. 2022, Crim. 11 oct. 2022, 25 oct. 2022 et 10 mai 2023, Maxime Lassalle
- 1839 Convention de Montréal: la consécration par la CJUE du caractère indemnisable du trouble de stress post-traumatique causé par un accident aérien, note sous CJUE 20 oct. 2022, Sandra Adeline
- 1843 L'extension du contrôle de la disproportion manifeste de l'exécution forcée aux dommages-intérêts en matière contractuelle, note sous Civ. 3^e, 6 juill. 2023, Maxime Cormier

ENTRETIEN

1848 Suzanne Vergnolle – Les formations en droit du numérique au Conservatoire national des arts et métiers

Lefebvre Dalloz

DALLOZ



*

Version numérique incluse



322335



9 782993 1223352

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La Défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRESIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
Stéphane DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
Caroline SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
Hélène HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Alain BENAYEN, Nicolas DESAUX,

Bénédicte FAUVARQUE-COSSON ET Philippe MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

Pascale DEMERÉ

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140 64 54 03)

- RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (0140 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Credit-Gamme : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (0140 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (0140 64 54 81)

Katy PERCHEREAU (0786 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{re} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILBAUD

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alejandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefeuvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Price de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Etranger : 1016,56 € TTC

Price au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLICPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Octobre 2023

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 916 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filière du groupe Lefebvre-Sarut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié

dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE



ÉDITORIAL

Didier Guével

1793 Être ou ne pas être
islamo-gauchiste



1796 DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Crédit à la consommation (contrat): demande d'une copie au prêteur, CJUE 12 oct. 2023

Clause abusive (effets): prise en compte de la volonté du consommateur, CJUE 12 oct. 2023

Contrat d'affaires

Usage professionnel (portée): relations avec des personnes extérieures, Com. 4 oct. 2023

Entreprise en difficulté

Liquidation judiciaire (paiement): classement légal des droits de préférence, Com. 4 oct. 2023

Société et marché financier

Société à responsabilité limitée (assemblée): défaut de qualité d'associé, Com. 11 oct. 2023

Société anonyme (responsabilité): domaine de l'action sociale ut singuli, Com. 11 oct. 2023

Fonds commun de placement: action sociale ut singuli de la société de gestion, Com. 11 oct. 2023

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Mandat civil (révocation): caractérisation de l'exercice abusif, Com. 4 oct. 2023

Assurance (véhicule automoteur): vélo à assistance électrique, CJUE 12 oct. 2023

Assurance (clause d'exclusion): inapplicabilité du régime de la cause, Civ. 2^e, 12 oct. 2023

Accident de la circulation: implication d'un train routier, Civ. 2^e, 12 oct. 2023

1800 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

Perquisition (expert): défaut de prestation de serment, Crim. 11 oct. 2023

1800 DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Rémunération (fixation des objectifs): rédaction en langue française, Soc. 11 oct. 2023

1800 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Appel civil (voie électronique): jugement d'assistance éducative, Civ. 2^e, 5 oct. 2023

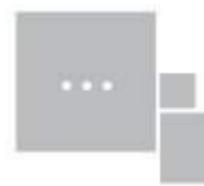
Appel civil (bref délai): irrecevabilité du pourvoi contre les ordonnances, Civ. 2^e, 5 oct. 2023

Appel civil (déféré): rejet d'une demande de caducité, Civ. 2^e, 5 oct. 2023

Aide juridictionnelle (Cour de cassation): interruption des délais du pourvoi, Civ. 2^e, 5 oct. 2023

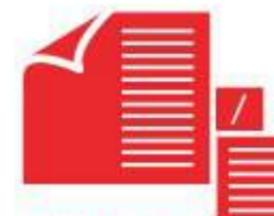
Voie d'exécution

Titre exécutoire (décision): point de départ du délai d'exécution, Civ. 2^e, 5 oct. 2023



POINT DE VUE

1803 Avis de gros temps sur l'indemnisation des victimes d'accident du travail
par Stéphanie Porchy-Simon



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

- 1805 Le débat sur les abayas et les qamis
Les fondements constitutionnels de la loi du 15 mars 2004 (à propos de CE, réf., 7 sept. 2023)
par Bernard Beignier

PANORAMA

- 1812 Droit du commerce international
juillet 2022 – juillet 2023
par Louis d'Avout, Sylvain Bollée,
Étienne Famoux et Augustin Gridel

NOTES

- 1828 Compétence quasi universelle : après l'enterrement, voici la résurrection, note sous Ass. plén., 12 mai 2023 (2 arrêts)
par Ghislain Poissonnier
- 1833 L'affaire EncroChat, note sous Cons. const. 8 avr. 2022,
Crin. 11 oct. 2022, 25 oct. 2022 et 10 mai 2023
par Maxime Lassalle
- 1839 Convention de Montréal : la consécration par la CJUE du caractère indemnisable du trouble de stress post-traumatique causé par un accident aérien,
note sous CJUE 20 oct. 2022
par Sandra Adeline
- 1843 L'extension du contrôle de la disproportion manifeste de l'exécution forcée aux dommages-intérêts en matière contractuelle, note sous Civ. 3^e, 6 juill. 2023
par Maxime Cormier



ENTRETIEN

- 1848 Suzanne Vergnolle – Les formations en droit du numérique au Conservatoire national des arts et métiers

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefeuvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

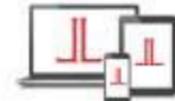
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur [Dalloz-Revues.fr](#)

REVUE DES SOCIÉTÉS - mensuel - octobre 2023 - pages 553 à 640 - n° 10

JURISPRUDENCE

Sociétés par actions

La suspension en référé du coup d'accordéon, nouvelle arme tactique à la disposition des minoritaires ?
Com. 4 janvier 2023,
note Stéphane Sylvestre p. 612

Fautes de gestion et cession de droits sociaux
Com. 25 janvier 2023,
note Bernard Saintourens p. 616

Droit pénal des sociétés

ABS : nouvelles exigences jurisprudentielles favorisant l'exercice de l'action civile individuelle par un associé
Crim. 17 mai 2023,
note Haritini Matsopoulou p. 619

Entreprises en difficulté

Affaire Orpea : que retenir du premier contentieux sur la composition des classes de parties affectées
Versailles, 22 juin 2023,
note Nicolas Morelli p. 623

Droit social et sociétés

Les conditions de désignation du représentant syndical au CSE
Soc. 22 mars 2023,
note Franck Petit p. 627

DOSSIER

Le droit des sociétés à l'aune des enjeux ESG (2e partie)
Isabelle Urbain-Parleani (sous la direction scientifique), Pierre Berloz, Olivera Boskovic, Pierre-Henri Conac, Alain Couret, Jean-Philippe Dom, Romain Dumont, Bénédicte François, Samuel François, Grégoire Leray, Jean-Claude Magendie, Muriel de Szilbereky p. 559

CHRONIQUES

Chronique de droit des marchés financiers

Directive CSRD : les normes ESRS se précisent
Pierre-Henri Conac, Bénédicte François, Johan Prorok et Anne-Catherine Muller p. 634

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

9 782993 123102 ref : 322310

Version numérique incluse*

Actualités 554

par Bénédicte François

Dossier / Le droit des sociétés à l'aune des enjeux ESG (2^e partie) 559

Un devoir de compliance par Jean-Claude Magendie	559	Quelle extraterritorialité pour le devoir de vigilance ? par Olivera Boskovic	590
Un devoir de transparence Le nouveau visage de l'information depuis la directive CSRD par Muriel de Szilbereky	562	Le devoir de vigilance : quelle responsabilité civile ? par Samuel François	595
Le contrôle de l'image fidèle donnée par l'information en matière de durabilité par Pierre Berloz	568	Contentieux climatique et devoir de vigilance par Grégoire Leray	601
Le contrôle de l'effectivité de l'information extra-financière : les limites de la régulation des comportements par l'information par Pierre-Henri Conac	573	Vers une reformulation des devoirs des sociétés ? - Table ronde par Alain Couret	607
Un devoir de vigilance : enjeux et perspectives par Bénédicte François	582	Création de valeur et entreprise durable - Table ronde par Jean-Philippe Dom	608
		Vers un <i>say on sustainability</i> ? - Table ronde par Romain Dumont	611

Jurisprudence 612

Sociétés par actions

La suspension en référé du coup d'accordéon, nouvelle arme tactique à la disposition des minoritaires ? Note sous Com. 4 janv. 2023 note Stéphane Sylvestre	612
Fautes de gestion et cession de droits sociaux Note sous Com. 25 janv. 2023 note Bernard Saintourens	616

Droit pénal des sociétés

Abus de biens sociaux : nouvelles exigences jurisprudentielles favorisant l'exercice de l'action civile individuelle par un associé Note sous Crim. 17 mai 2023 note Haritini Matsopoulou	619
---	-----

Entreprises en difficulté

Affaire Orpea : que retenir du premier contentieux sur la composition des classes de parties affectées Note sous Versailles, 22 juin 2023 note Nicolas Morelli	623
---	-----

Droit social et sociétés

Les conditions de désignation du représentant syndical au CSE Note sous Soc. 22 mars 2023 note Franck Petit	627
Nouveau point de départ prétorien du délai de contestation du coût prévisionnel notifié par l'expert du CSE Note sous Soc. 7 déc. 2022 note Valentino Armillei	630

Chronique de droit des marchés financiers 634

par Pierre-Henri Conac, Bénédicte François, Anne-Catherine Muller et Johan Prorok

3

RTDCom. - juillet-septembre 2023 - pages 519 à 790

ARTICLES

519 La qualification des contrats liant les opérateurs de transport aux plateformes numériques
Stéphane Carré

543 Le droit fiscal confronté aux nouveaux biens : le cas des crypto-monnaies
Akram El Mejri

RTDCom.

Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique

CHRONIQUES

562 Florilège d'arrêts sur le jeu de la prescription en matière de bail commercial : entre continuité et changement
Fabien Kendérian

571 Accès à la justice et impécuniosité de l'une des parties à l'arbitrage
Eric Loquin

605 Brevet : la juridiction unifiée du brevet fait ses débuts et les inventions de stagiaires ou de salariés continuent de surprendre
Jean-Christophe Galloux

693 La responsabilité délictuelle, bonne à ne pas tout faire en droit coopératif
David Hiez

ref: 512303

9 782995 123032

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

ARTICLES

La qualification des contrats liant les opérateurs de transport aux plateformes numériques : les habits neufs d'un vieux problème	
Par Stéphane Carré	519
Le droit fiscal confronté aux nouveaux biens : le cas des crypto-monnaies	
Par Akram El Mejri.....	543

CHRONIQUES

Organisation générale du commerce	Crédit et titres de crédit
Baux commerciaux	Par Dominique Legeais..... 705
Par Fabien Kendérian et Joël Monéger..... 557	Ventes, transports et autres contrats commerciaux
Tribunaux de commerce et arbitrage	Par Bernard Bouloc..... 711
Par Eric Loquin	Entreprises en difficulté
Concurrence	Prévention des difficultés des entreprises
Par Muriel Chagny..... 591	Par Francine Macorig-Venier 725
Propriétés incorporelles	Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires
Propriété industrielle	Par Arlette Martin-Serf..... 731
Par Jean-Christophe Galloux..... 605	Droit pénal des affaires
Droit d'auteur et droit du marché de l'art	Par Bernard Bouloc et Laurent Saenko..... 745
Par Frédéric Pollaud-Dulian..... 619	Régime fiscal des affaires
Droit des nouvelles technologies	Par Olivier Fouquet
Par Philippe Gaudrat..... 655	777
Sociétés et autres groupements	
Sociétés en général	
Par Arnaud Lecourt..... 673	
Sociétés par actions	
Par Jacques Moury..... 685	
Sociétés civiles, associations et autres groupements	
Par David Hiez	Tables trimestrielles
693	p. 783

TABLES

BRDA

BULLETIN RAPIDE

N°20

15 OCTOBRE

23



QUESTION PRATIQUE

**MOINS CONTRE-NATURE
QU'IL N'Y PARAÎT, L'ASSURANCE
DE GARANTIE DE PASSIF
« AGRAFÉE »**

Les avantages de cette pratique par M^e Grosjean
du cabinet Darrois Villey Maillot Brochier

27



www.efl.fr



À LA UNE

Concurrence - Règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur

19

Contrats - Un expert-comptable ne peut pas fixer unilatéralement ses honoraires après avoir exécuté sa mission

10

Commentaire - Précisions de la CNCC sur la nomination et les missions des commissaires aux comptes

24

Lefebvre Dalloz

 EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Qualité d'associé des héritiers d'un associé
- 4 - Survie de la personnalité morale de la société radiée du RCS
- 5 - Extension de la procédure collective d'une société à un associé
- 6 - Fourniture par une société d'un état comptable dans le cadre d'une expertise avant procès
- 6 - Non-déclaration du conducteur d'un véhicule de société ayant commis une infraction
- 7 - Confidentialité des comptes

Entreprise en difficulté

- 8 - Contestation d'une créance dans le cadre de la vérification des créances
- 8 - Revendication d'un bien
- 9 - Extension d'une procédure collective

Contrats

- 10 - Fixation unilatérale des honoraires de l'expert-comptable
- 11 - Sort des fichiers clients du franchisé après extinction du contrat
- 11 - Clause de non-concurrence disproportionnée
- 13 - Vente immobilière : fissures constituant un vice caché

Finances de l'entreprise

- 13 - Facilité de caisse ne constituant pas un concours à durée indéterminée
- 14 - Action en responsabilité contre une banque ayant manqué à son devoir de mise en garde

Biens de l'entreprise

- 15 - Droit de préemption du locataire commercial
- 15 - Marque : appréciation du risque de confusion
- 16 - Majoration des loyers des immeubles soumis à la loi de 1948
- 16 - ILC, Ilat et ICC au 2^e trimestre 2023

Consommation

- 17 - Application de la réglementation sur les clauses abusives à une société civile

Et aussi...

- 17 - DSA : très grande plateforme en ligne
- 18 - Avant-projet de Code européen des affaires

Commentaires

- 19 - Règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur
- 24 - Commissaires aux comptes : précisions de la CNCC sur leur nomination et leurs missions

Veilles

- 30 - Veille législative
- 30 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



27

MOINS CONTRE-NATURE
QU'IL N'Y PARAIT, L'ASSURANCE
DE GARANTIE DE PASSIF « AGRAFEE »

REVUE LAMY

Droit des Affaires

DOSSIER SPÉCIAL MÉCÉNAT ET RSE : LA GRANDE CONFUSION ?

Yann QUEINNEC, Sabine de SOYRES, Olivier BINDER, François DEBIESSE, Mustapha MEKKI, Yann TANGUY, Laure KERMEN, Tony BERNARD, Corinne MASSIN, Laurent FIALON, Géraldine GOFFAUX CALLEBAUT, Armelle VERJAT, Philippe GUAY, Wilfried MEYNET, Virginie SEGHERS, Geneviève FERONE CREUZET et Eeva NORDSTROM

196 | SUPPLÉMENT
OCTOBRE 2023

Droit des Affaires

Conseil scientifique

Sylvie de VENDEUIL :

Conseiller scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAOUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Anouk Jaunasse

Rédactrice en chef adjointe :
Joséphine de Romanet

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 60,42 €^{TTC}

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

PéIODICITÉ : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

① N°Cristal ② 09 69 39 58 58
APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

LAMY | KARNOV GROUP
liaisons

Sommaire

POINTS DE REPÈRES P. 27

- Panorama des frontières juridiques RSE & Mécénat
Yann QUEINNEC et Sabine de SOYRES
- Mécénat et RSE : les signes distinctifs de l'intérêt général, grandeurs et servitudes des notions juridiques et fiscales clés
Olivier BINDER

TRIBUNE P. 27

- Le mécénat d'entreprise : un levier sûr et efficace de partage de valeurs
François DEBIESSE, Mustapha MEKKI, Yann TANGUY, Laure KERMEN et Tony BERNARD
- Démocratiser le mécénat par l'implication directe des salariés, une condition de réussite
Corinne MASSIN, Laurent FIALON et Yann QUEINNEC

ANALYSE ET PERSPECTIVE P. 27

- La décision de mécénat, un acte de gestion désintéressé ?
Géraldine GOFFAUX CALLEBAUT et Armelle VERJAT
- Mécénat – communication ou informations extra financières ?
Philippe GUAY et Wilfried MEYNET
- La fondation actionnaire, un levier de transmission et de mécénat d'entreprise
Virginie SEGHERS, Geneviève FERONE CREUZET et Eeva NORDSTROM

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revues

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 41 du 16 octobre 2023

Sommaire du numéro

[La Semaine du droit](#)



ÉDITO

[Pour un droit au respect de la vérité](#)

N° 1152 - Par Nicolas MOLFESSIS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

[La saisine d'une cour d'appel territorialement incompétente peut être régularisée tant que le premier appel n'a pas été déclaré irrecevable](#)

N° 1153

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES

[Assurance et responsabilité civile professionnelle : élément déclencheur de la garantie](#)

N° 1154

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 5 au 11 octobre 2023](#)

N° 1155

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 25 septembre au 1er octobre 2023](#)

N° 1156

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

[Démolition-reconstruction, responsabilité contractuelle et contrôle de proportionnalité : un triptyque détonant !](#)

N° 1157 - Par Nicolas RIAS

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | POLITIQUE PÉNALE

[Publication d'une circulaire en matière de justice pénale environnementale](#)

N° 1158

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR PÉNALE INTERNATIONALE

[Publication de l'accord entre la France et la CPI sur l'exécution des peines prononcées par la Cour](#)

N° 1159

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | MINEURS

[Un rapport documente les effets de l'enfermement sur les mineurs détenus](#)

N° 1160

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PEINES

[Surpopulation carcérale et politique d'exécution des peines : la Cour des comptes présente ses doléances au ministère de la Justice](#)

N° 1161

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 28 septembre au 11 octobre](#)

N° 1162

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 11 au 24 septembre 2023](#)

N° 1163

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

[La prétendue sauvegarde de l'impartialité fonctionnelle](#)

N° 1164 - Par Philippe COLLET

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PREUVE

[La pratique du client mystère face au principe de loyauté de la preuve en matière pénale](#)

N° 1165 - Par Pierre-Jérôme DELAGE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SÛRETÉS

[Registre des sûretés mobilières : prestations réalisées par les greffiers des tribunaux](#)

[de commerce et les greffiers des tribunaux judiciaires](#)

N° 1166

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

[Personnes en situation de handicap : exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services](#)

N° 1167

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 5 au 11 octobre 2023](#)

N° 1168

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 25 septembre et 1er octobre 2023](#)

N° 1169

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

[La commission d'infractions routières avec un véhicule de fonction en dehors des horaires de travail ne justifie pas un licenciement disciplinaire](#)

N° 1170 - Par Danielle CORRIGNAN-CARSIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS DE TRAVAIL

[Validité de l'avenant de révision mettant fin à un accord collectif à durée indéterminée](#)

N° 1171 - Par Nathalie DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PRESTATIONS FAMILIALES

[Prestations familiales indues lorsque le parent n'assume pas seul la charge effective de ses enfants](#)

N° 1172

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SALARIÉS PROTÉGÉS

[Mise à la retraite d'office d'un salarié protégé : quand l'autorisation administrative donnée lie le juge judiciaire](#)

N° 1173

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

[Notification dématérialisée des taux AT/MP : la Cour de cassation se prononce sur le point de départ du délai de recours de l'employeur](#)

N° 1174

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 25 septembre au 1er octobre 2023](#)

N° 1175

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSTITUTION

[Extension du champ référendaire et autres révisions constitutionnelles : les propositions du président de la République](#)

N° 1176

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Conformité à la Constitution de la retenue à la source opérée sur les revenus distribués à des sociétés non-résidentes

N° 1177

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 05 au 11 octobre

N° 1178

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêt A du Conseil d'État du 25 septembre au 1er octobre 2023

N° 1179

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | PROPRIÉTÉ

Les eaux des moulins ne sont pas toujours tranquilles

N° 1180 - Par Joël MONNET

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Droit, pluridisciplinarité, Jeu et sport

N° 1181 - Par Marianne FAURE-ABBAD

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

La procédure de réduction du prix de l'article 1223 du Code civil

N° 1182 - Par Franck JUREDIEU

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | RÉGIMES MATRIMONIAUX

Régimes matrimoniaux

N° 1183 - Par Alice TISSERAND-MARTIN , Estelle NAUDIN , Christel SIMLER et Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | CONSTITUTION

Réviser, mais pour quoi faire ?

N° 1184 - Par Anne LEVADE

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Le « Guide de l'enquête pénale » a reçu le Prix du Livre de la pratique juridique 2023

N° 1185

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

31e Congrès de l'ACE - Avocats, Ensemble à Toulouse

N° 1186

[Consulter le PDF](#)



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

L'accès au dossier de procédure par l'avocat du témoin constitue une violation du secret de l'instruction

N° 1187

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

Conformité des conditions d'exécution des mesures de garde à vue sous une réserve d'interprétation

N° 1188

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revues

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 42 du 19 octobre 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



CONTRATS

3 QUESTIONS - S'exonérer d'une obligation contractuelle en invoquant la force majeure : confirmation et clarification

N° 870 - Par Daniel KADAR , Margot LACAUD et Amani LAKHDHAR

[Consulter le PDF](#)

ENVIRONNEMENT

Sobriété énergétique : cinq nouvelles annonces dévoilées par l'exécutif pour « aller plus loin »

N° 871

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Mélanges en l'honneur du Professeur Philippe Conte

N° 872

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Code du numérique 2024](#)

N° 873

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

[Les dépôts de brevets dans le domaine de l'impression 3D](#)

N° 874

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | BANQUE

[Nouvelles critiques de la DGCCRF sur certaines \(mauvaises\) pratiques bancaires](#)

N° 875 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

[Assurance et responsabilité civile professionnelle : élément déclencheur de la garantie](#)

N° 876

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[Crédits, livrets, services de paiement et assurances : sites ou entités identifiés comme douteux par l'ACPR au cours du troisième trimestre 2023](#)

N° 877

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMMISSAIRE AUX COMPTES

[Modification d'une disposition relative aux normes d'exercice professionnel](#)

N° 878

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

[Adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi avançant les négociations commerciales](#)

N° 879

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

[Publication d'une circulaire en matière de justice pénale environnementale](#)

N° 880

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JUSTICE

[Les projets de loi « Justice » sont définitivement adoptés](#)

N° 881

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Orientations techniques sur l'application du principe DNSH au titre du règlement établissant une facilité pour la reprise et la résilience](#)

N° 882

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[L'ESMA analyse les avantages potentiels pour les émetteurs d'un effet de tarification](#)

ESG

N° 883

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

Nouveaux formats d'avis de publicité pour les contrats de la commande publique : utilisation possible des formulaires actuels jusqu'à fin janvier 2024

N° 884

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Publication par la CNIL d'une première série de lignes directrices pour un usage de l'IA respectueux des données personnelles

N° 885

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Intelligence artificielle : la CNIL ouvre une consultation sur la constitution de bases de données d'apprentissage

N° 886

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

DMA : la Commission européenne publie le modèle de rapport de conformité

N° 887

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Crédit à la consommation : feu vert définitif du Conseil de l'UE pour la directive

N° 888

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Action ut singuli : qualité pour agir des sociétés de gestion des fonds communs de placement

N° 889

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Un actionnaire ne peut agir au nom et pour le compte de la société contre les dirigeants d'une autre société avec laquelle une convention désavantageuse a été conclue

N° 890

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

La tenue d'une assemblée avec une personne n'ayant pas la qualité d'associé entraîne obligatoirement son annulation

N° 891

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LANCEUR D'ALERTE

Lanceurs d'alerte : précisions sur le recueil et le traitement des signalements externes dans le champ de l'emploi et de la formation professionnelle

N° 892

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | NÉGOCIATION COLLECTIVE

[L'employeur peut mettre en place la BDESE sans ouvrir de négociation](#)

N° 893

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

[Inopposabilité au salarié des plans de rémunération variable rédigés dans une langue autre que le français](#)

N° 894

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Calendrier de répartition et de versement du solde de la taxe d'apprentissage](#)

N° 895

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

[Réforme du système fiscal international : publication par le Cadre inclusif d'une nouvelle convention multilatérale](#)

N° 896

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PLUS-VALUES

[Plus-values en report : annulation de l'événement déclencheur de l'imposition](#)

N° 897

[Consulter le PDF](#)

[Études et commentaires](#)



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Droit des sociétés](#)

N° 1299 - Par Florence DEBOISSY , Guillaume WICKER , Julien VALIERGUE ,
Jean-Christophe PAGNUCCO et Ronan RAFFRAY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FINANCE DURABLE

[Proposition de règlement sur la transparence et l'intégrité des activités de notation ESG](#)

N° 1300 - Par Catherine MALECKI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Constitutionnalité de l'exception sur les titres financiers au régime de l'imprévision](#)

N° 1301 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

[L'exigence d'authentification forte au secours du payeur négligent](#)

N° 1302 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AGENT COMMERCIAL

[Application du statut d'agent commercial en matière immobilière](#)

N° 1303 - Par Philippe GRIGNON

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

[URSSAF : il ne peut être procédé à deux contrôles pour la même période](#)

N° 1304 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | GROUPE DE SOCIÉTÉS

Régime des sociétés mères et filiales pour les distributions de dividendes de filiales étrangères situées dans l'Union européenne

N° 1305 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revues

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 5 du 18 octobre 2023

Sommaire du numéro

Éditorial



ANTICORRUPTION

Dans le rétroviseur

N° 198 - Par Roxana FAMILY

[Consulter le PDF](#)

Actualités



FOCUS | THE 2023 YEARBOOK FOR GLOBAL ETHICS

The 2023 Yearbook for Global Ethics, Compliance & Integrity

N° 199 - Par Bartosz MAKOWICZ

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

AFA : Rapport d'activité 2022

N° 200

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CNIL

[France : mise à jour par la CNIL de son référentiel « alertes professionnelles »](#)

N° 201

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROJET DE LA LOI SUR L'INDUSTRIE VERTE

[France : projet de la loi sur l'industrie verte et Say on climate](#)

N° 202

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

[France : nomination de la nouvelle directrice de l'AFA](#)

N° 203

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE DE FRANCE

[France : nouvel testé par la Banque de France](#)

N° 204

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LIVRE BLANC

[France : publication d'un livre blanc « pour une loi Sapin 3 » par cinq enseignants-chercheurs](#)

N° 205

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DATA PRIVACY FRAMEWORK

[France : dépôt d'une requête auprès du Tribunal de l'UE par le député Philippe Latombe contre le Data Privacy Framework](#)

N° 206

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE DE FRANCE

[France : étude de la Banque de France sur les effets de l'extraterritorialité des sanctions américaines](#)

N° 207

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | HATVP

[France : refus de la HATVP de mise en demeure pour atteinte à son obligation de sincérité du lobby Phyteis](#)

N° 208

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

[Portugal : enquête pour corruption, fraude et blanchiment contre le co-fondateur d'Altice, placé en détention](#)

N° 209

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

[Union européenne : publication par l'Autorité bancaire européenne \(ABE\) de son quatrième avis sur les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme au sein de l'Union européenne](#)

N° 210

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

Union européenne : publication d'un rapport d'Europol sur l'état de la criminalité financière et économique dans l'Union européenne

N° 211

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

Union européenne : proposition d'un renforcement de la transparence environnementale pour les consommateurs

N° 212

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ROUMANIE

Roumanie : adhésion à la convention anti-corruption de l'OCDE

N° 213

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

États-Unis : adoption d'un décret présidentiel interdisant certains investissements américains dans des technologies sensibles en Chine

N° 214

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : versement par la société 3M accepte de 6,5 millions de dollars pour mettre fin à une enquête pour corruption

N° 215

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

États-Unis : inculpation pour corruption du sénateur démocrate Menendez

N° 216

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INDE

Inde : obligation des auditeurs de signaler des soupçons de corruption au Gouvernement

N° 217

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | JAPON

Japon : arrestation pour corruption de l'ancien vice-ministre des Affaires étrangères

N° 218

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ONG OECD WATCH

Monde : publication par l'ONG OECD Watch de son rapport annuel

N° 219

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UK

Royaume-Uni : arrestations pour tentative de corruption de la directrice de cabinet du président malgache et de son associé français

N° 220

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UK

Royaume-Uni : accusation de corruption contre l'ancienne ministre nigériane du Pétrole, Diezani Alison-Madueke

N° 221

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUISSE

Suisse : condamnation pour corruption passive de l'ancien chef de la sûreté de l'aéroport de Genève

N° 222

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UKRAINE

Ukraine : renforcement de la lutte contre la corruption

N° 223 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

Devoir de vigilance - Médiation dans l'affaire Imedia

N° 224

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | IMPORTATION DE BOIS

Importation de bois - Condamnation pour manquement à l'obligation de vigilance raisonnée

N° 225

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DEVOIR DE VIGILANCE

Devoir de vigilance - Utilisation de plastique - rapport des ONGs

N° 226

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

Actualités du projet de directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises

N° 227

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BATTERIES

Batteries - Adoption du règlement européen

N° 228

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | REPORTING EXTRAFINANCIER

Reporting extrafinancier - Adoption de l'acte délégué sur les normes de durabilité

N° 229

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

ONU - État des lieux des litiges climatiques

N° 230

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SECTEUR ALIMENTAIRE

Secteur Alimentaire - Classement des entreprises par Know the chain

N° 231

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENVIRONNEMENT

Défenseurs de l'environnement - Rapport annuel de Global Witness

N° 232 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

Chronique



SANCTIONS ET CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

Developments in EU Sanctions & Export Controls

N° 233 - Par Jan DUNIN-WASOWICZ , Aurore MAROTEAU et Lorenza NAVA

[Consulter le PDF](#)

Dossier



L'IA, LE DIGITAL ET L'ÉTHIQUE DES AFFAIRES

Introduction

N° 234 - Par Sarah COMPANI

[Consulter le PDF](#)

L'IA, LE DIGITAL ET L'ÉTHIQUE DES AFFAIRES

How to Regulate AI ? Ask the EU or ... Your Generative AI

N° 235 - Par Diletta DE CICCO et Charles HELLEPUTTE

[Consulter le PDF](#)

L'IA, LE DIGITAL ET L'ÉTHIQUE DES AFFAIRES

Éthique des IA au travail : vaste programme !

N° 236 - Par Sarah COMPANI

[Consulter le PDF](#)

L'IA, LE DIGITAL ET L'ÉTHIQUE DES AFFAIRES

Intelligence artificielle, création humaine et contentieux. Qu'en est-il actuellement ?

N° 237 - Par Eloïse PATOCKI-TOMAS et Clément MONNET

[Consulter le PDF](#)

L'IA, LE DIGITAL ET L'ÉTHIQUE DES AFFAIRES

Cross-impacts of AI, digitalization and business ethics

N° 238 - Par Lenka PINCOT

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



OCDE

OECD Guidelines for multinational enterprises, 2023 edition : more than a simple update

N° 239 - Par Nicola BONUCCI

[Consulter le PDF](#)

ENQUÊTE INTERNE

Enquête interne et gestion de la preuve : mode d'emploi

N° 240 - Par David MARAIS

[Consulter le PDF](#)

RÉGLEMENTATION AMÉRICAINE

Voluntary self-disclosures in an era of coordinated enforcement

N° 241 - Par Robertson PARK et Melissa BURGESS

[Consulter le PDF](#)

HATVP

Les nouvelles lignes directrices de la HATVP : quels changements pour les entreprises ?

N° 242 - Par Raphaël GAUVAIN , Blanche BALIAN et Vincent FILHOL

[Consulter le PDF](#)

CJIP

Les apports de la 11e CJIP conclue par le PNF en matière de corruption internationale

N° 243 - Par Sophie SCEMLA

[Consulter le PDF](#)

Fiche pratique



RÉMUNÉRATION

Rémunération et durabilité

N° 244 - Par Gépy KOUDADJE et Eole RAPONE

[Consulter le PDF](#)

À la une

Les postes extrapatrimoniaux dans les référentiels d'indemnisation face à l'inflation

étude par Christophe QUÉZEL-AMBRUNAZ

Les référentiels indicatifs d'indemnisation ont une forte influence sur le chiffrage des postes de préjudices extrapatrimoniaux. En période de forte inflation, la question de leur ajustement à l'évolution des prix se pose.



© gopixa / AdobeStock

Actualité

Loi de programmation pour la justice : le Parlement adopte le texte focus

Technique

Imposition des rémunérations perçues par les associés de SEL à la suite du changement de la doctrine administrative

par Hervé ZAPF

Jurisprudence

Dénouement sur la nature du délai de l'action en garantie des vices cachés

note par Guillaume LEROY
sous Cass. ch. mixte, 21 juill. 2023

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Élodie MULON

Avocate au barreau de Paris, associée, Chauveau Mulon & Associés

• Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES

Avocate au barreau de Paris, associée, BWG Associés

• Guillaume BARBE

Avocat au barreau de Paris, associé, ARPEGE

AVEC LA PARTICIPATION DE

Linda AIT MADI, Emmanuelle BONBOIRE-BARTHÉLÉMY, Marion BONNET, Alice BOUSSOU, Flora CASSOUDÉSALLE, Laura DALIBERT, Roxane DESURMONT, Emma DILLY, Sarah DULAS, Priscilia FERNANDES, Michelle FINKEL, Romane LEMAITRE, Samia MAAKOUF, Héloïse MALHERBE, Silan MANIS, Léa MARTEAUX, Natacha OSMAN, Morghâن PELTIER, Jennifer TERVIL, Sarah TORBEY, Clothilde TORCHY, Camille VEDEL et Hansu YALAZ



L'avocat et les gangsters

➤ SAMEDI 9 DÉCEMBRE 2023

9H00-17H00

Maison de la Chimie

28 rue Saint-Dominique Paris 7^e



Formation sous la direction scientifique de **Philippe VOULAND**, **François SAINT-PIERRE** et **Marie BURGUBURU**, avocats et co-directeurs de l'Institut de défense pénale.

PROGRAMME

08H45 Accueil des participants

09h00 Début de la formation

L'AVOCAT ET LE CLIENT

- . Le client, sa famille son entourage
 - . Un rapport de force ? Comment installer la confiance ?
 - . Les honoraires, quelles précautions ?
- Clarisse SERRE, avocate au barreau de Seine-Saint-Denis, autrice de *La Lienne du Barreau* (Sonatine, 2022)

L'AVOCAT ET LES SECRETS

- . « Gérer un dossier » : secret de l'enquête et de l'instruction, secret professionnel
 - . Rapport avec les témoins
 - . L'usage du téléphone
 - . Les rapports Presse-Police-Justice
- Bruno REBSTOCK, avocat au barreau d'Aix-en-Provence

L'AVOCAT FACE À DES « PROCÉDURES PARTICULIÈRES »

- . Compétence des JIRS
 - . Investigations spéciales (géolocalisation, IMS catcher)
 - . Perquisitions dans les copropriétés
 - . L'association de malfaiteurs et la bande organisée
 - . Le témoin anonyme
 - . Les délais « hors normes »
- Jean Baptiste PERRIER, professeur agrégé de droit privé et de sciences criminelles à Aix-Marseille Université, doyen de la Faculté de droit et de science politique

12h15 Questions de la salle

12h30-14h00 Cocktail déjeunatoire

« AU CŒUR DU RÉACTEUR » : LA PRATIQUE DE TROIS AVOCATS RODÉS AUX AFFAIRES « DE GRAND BANDITISME »

Thomas BIDNIC, Amar BOUAOU et Raphaël CHICHE, avocats au barreau de Paris, répondront aux questions des co-directeurs de l'Institut de défense pénale **Marie BURGUBURU**, **François SAINT-PIERRE** et **Philippe VOULAND**, ainsi qu'à celles de la salle, sur les affaires de « grand banditisme » :

- . Aspects de procédure pénale
- . Droit pénal spécial
- . Déontologie
- . « Foi du Palais »
- . Rapports avec les clients, les policiers, les magistrats, les confrères, la presse

17h00 Café de fin de formation

OBJECTIFS

À l'issue de la formation, le participant sera en mesure de :

- Définir la meilleure stratégie pour protéger le secret professionnel
- Instaurer un climat de confiance avec le client et son entourage
- Maîtriser les procédures particulières
- Adopter les bonnes pratiques dans les affaires de « grand banditisme »

PUBLIC CONCERNÉ

Avocats

Prérequis : avoir de bonnes connaissances en droit pénal

Formation en présentiel, dans le respect des normes sanitaires et de distanciation sociale en vigueur au 9 décembre 2023. Annulable et remboursable gratuitement jusqu'à 3 jours ouvrés avant la manifestation !

TARIF JOURNÉE EN PRÉSENTIEL : 395 € HT (soit 474 € TTC)

TARIF JEUNES PROFESSIONNELS sur présentation d'un justificatif de statut (dans les 5 premières années suivant la prestation de serment pour les avocats) : 295 € HT (soit 354 € TTC)

INSCRIPTION : <https://lex.so/tSuXKc>

Date limite d'inscription (dans la limite des places disponibles) : Vendredi 8 décembre 2023 à 12H

RELATION CLIENTS : Claire Lorentz
claire.lorentz@lexenso.fr | 07 63 74 11 90



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnier

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023

* Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

* Abonnement France (un an) :

Journal seul : 570,74 € TTC

Recueils + table seuls : 556,45 € TTC

Journal, recueil + table : 764,73 €

Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC

* Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 645 €

Journal, recueil + table : 859 €

Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplicit Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 713 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n°GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL454x6 ■ Loi de programmation pour la justice : le Parlement adopte le texte

3

GPL454x9 ■ L'expert-comptable est-il un homme du droit comme les autres ?

5

GPL455b5 ■ « Il est nécessaire d'attirer les jeunes confrères vers la pratique de la procédure d'appel »
entretien avec Marie-Catherine VIGNES

8

Doctrine

GPL454o9 ■ Les postes extrapatrimoniaux dans les référentiels d'indemnisation face à l'inflation

étude par Christophe QUÉZEL-AMBRUNAZ

9

Technique

GPL454x5 ■ Imposition des rémunérations perçues par les associés de SEL à la suite du changement de la doctrine administrative par Hervé ZAPF

15

Jurisprudence

GPL454y2 ■ Dénouement sur la nature du délai de l'action en garantie des vices cachés

Le prétexte du recours à la volonté du législateur dans la motivation enrichie pour résoudre une divergence jurisprudentielle note par Guillaume LEROY sous Cass. ch. mixte, 21 juill. 2023

18

GPL454y4 ■ L'ordre public international français face à la répudiation au féminin : regards croisés avec le nouveau droit émirien de la famille

note par Nicolas SADOURNY sous Cass. 1^{re} civ., 12 juill. 2023

21

GPL454r3 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD

24

GPL454j8 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC

28

GPL454x0 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme

par Catherine BERLAUD

31

GPL454r1 ■ Chronique de jurisprudence de droit des sûretés par Christophe ALBIGES et Marie-Pierre DUMONT https://lex.so/GPL454r1

BL

Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE

32

Sous la responsabilité scientifique de

Elodie MULON, Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES et Guillaume BARBE